

Actualité Locales

Lundi 6 août 2007

No - 16237

ALLOCATION CHOMAGE

Débat âpre en perspective

Avant même que le projet ne soit rendu public, on affûte ses armes de toutes parts sur la question de l'allocation chômage. Les uns relèvent des contradictions. Les autres soulignent le caractère pernicieux des propositions gouvernementales.

L'“Employment Rights Bill”, où figure la question de l'allocation chômage, sera circulé prochainement par le ministère du Travail. Il ressortirait que la partie concernant le Workfare Programme proposera une allocation de Rs 3000 au minimum sur une durée d'un an au maximum pour ceux qui se retrouvent limogés. Au-delà du caractère ponctuel de cette mesure, il s'avère déjà que l'unanimité sera dure à trouver.

“C'est une mesure socialiste mais tout dépendra de la capacité de l'Etat à trouver des moyens pour la mettre en pratique. Car il arrive, comme cela a été le cas dans certains pays, que l'Etat s'essouffle à partir d'un certain moment. C'est la raison pour laquelle, il faut étudier une formule qui comprend la contribution de l'employeur et de l'employé et un partenariat élargi, entre l'Etat, l'employeur et les syndicats”, affirme d'emblée Me Razack Peeroo, ancien ministre du Travail à la fin des années 1970.

“Pour ces personnes-là, l'option restera donc l'allocation chômage. Au lieu d'inciter des ouvriers et ouvrières de la zone franche à trouver un emploi, on les incite à ne pas travailler pendant un an. C'est un signal équivoque.”

C'est la position de celui qui recherche le consensus pour une démarche qui fait l'unanimité sur le fond mais qui, dans la forme, pose plusieurs difficultés. Eric Ng, directeur de Pluriconseil, est plus radical dans sa position. “Sur le principe, je ne dis pas que je suis contre. Mais je ne suis pas pour non plus. Je constate qu'il y a une grande contradiction entre le fait qu'on puisse à la fois dire qu'il y a plein d'emplois mais que des gens ne veulent pas travailler. Une allocation chômage ne refroidit-elle pas davantage les efforts de ceux qui refusent d'exploiter les opportunités existantes ?” se demande ainsi notre interlocuteur.

Un paradoxe que relève également Ashok Subron, membre de Rezistans ek Alternative et conseiller technique de la General Workers' Federation. "D'une part, on déclare qu'on se dirige vers le plein emploi et, d'autre part, on annonce l'introduction de l'allocation chômage. C'est à soupçonner si on vise réellement une situation de plein emploi", lance le syndicaliste. Un point de vue confirmé par Eric Ng. "On nous annonce la création de quelque 70 000 emplois dans les années à venir. Or allouer une allocation chômage, c'est confirmer la thèse d'un taux de chômage élevé", précise-t-il.

Eric Ng trouve également paradoxal le fait qu'on propose une allocation chômage de quelque Rs 3 000 à des personnes qui ne touchaient pas plus ou un peu plus de Rs 3 000. "Pour ces personnes-là, l'option restera donc l'allocation chômage. Au lieu d'inciter des ouvriers et ouvrières de la zone franche à trouver un emploi, on les incite à ne pas travailler pendant un an. C'est un signal équivoque. De la même manière, à la place d'encourager les jeunes à acquérir de l'expérience à travers un premier emploi, on les amène à adopter une autre démarche", fait ressortir l'économiste. Il maintient qu'une forme d'allocation à la formation est plus indiquée pour combattre le chômage que l'allocation chômage. Une formule d'allocation à la formation existe déjà mais elle ne couvre que quelques secteurs. Eric Ng plaide désormais pour l'étendre à tous les secteurs.